

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple-Un But-Une foi

**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
(INSTAT)**

**Bulletin trimestriel de l'activité
statistique au Mali**
« KHI-DEUX »

N°34 – Spécial



Edition du 20 Octobre 2021



KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

N°34 – Spécial

Page 1

Edition du 20 Octobre 2021

Institut National de la Statistique (INSTAT)

SOMMAIRE :

- **ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS**
- **EDITORIAL**
- **DOSSIERS DU TRIMESTRE**
- **ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL :**
 - ◇ **INSTAT**
 - ◇ **DRPSIAP**
 - ◇ **CPS**
 - ◇ **Observatoires**
- **LES UTILISATEURS ET NOUS**

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

N°34 – Spécial

Page 2

Edition du 20 Octobre 2021

Institut National de la Statistique (INSTAT)

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

APD	Avant-Projet Détaillé
Africités	Le plus grand rassemblement démocratique en Afrique
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
AGETIC	Agence des Technologies de l'Information et de la Communication
APCAM	Assemblée Permanente de la Chambre d'Agriculture du Mali
Asdi	Agence suédoise de coopération internationale au développement
BAD	Banque Africaine de Développement
BAR	Budgétisation Axée sur les Résultats
BCR	Bureau Central de Recensement
BM	Banque Mondiale
CAEF	Centre des Archives Economiques et Financières
CAISFF	Cellule d'Appui à l'Informatisation des Services Fiscaux et Financiers
CAM	Coopératives Agricoles Multifonctionnelles
CARFIP	Cellule d'Appui à la Réforme des Finances Publiques
CCCTI	Cellule de Coordination et de Coopération Technique Institutionnelle /secrétariat permanent du comité de coordination statistique et informatique
CGRHF	Cellule de Gestion des Ressources Humaines et de la Formation
CFP-STAT	Centre de Formation Professionnelle de la Statistique
CNDIFE	Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CRA	Chambre Régionale de l'Agriculture
CRGP/FPE	Cadre Régional de Gestion Partenariale en matière de Formation Professionnelle pour l'Emploi
CROCSAD	Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CT/CSLP	Cellule Technique de Coordination du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DADD	Département des Applications, de la Diffusion, de la Gestion des Bases de Données
DCNC	Département de la Comptabilité Nationale, des Statistiques de Conjoncture, des Etudes et Analyse Economique
DDR Accélérés	Désarmement, Démobilisation, Réinsertion socio-économique, Accélérés

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

N°34 – Spécial

Page 3

Edition du 20 Octobre 2021

Institut National de la Statistique (INSTAT)

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS (suite et fin)

DNAT	Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire
DNP	Direction Nationale de la Population
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNRE	Département de la Normalisation, des Recherches et des Enquêtes Statistiques
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DSAE	Département des Statistiques Agricoles et Environnementales
DSDS	Département des Statistiques Démographiques et des Conditions de Vie des Ménages
EAC	Enquête Agricole de Conjoncture
EMOP	Enquête Modulaire Permanente auprès des ménages
FNACT	Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales
GAR	Gestion Axée sur les Résultats
GTTE	Groupes de Travail Technique Engrais
HQ18, 15	HQ 18 AVANTE WITH STUDIO FRAME
IAEG-SDGs	Inter-agency And Expert Group on SDG Indicators
IHPC	Indices Harmonisés des Prix à la Consommation
INSTAT	Institut National de la Statistique
MPAT	Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire
ODD	Objectifs de Développement Durable
ODHD	Observatoire de Développement Humain Durable
OMA	Observatoire du Marché Agricole
ON	Office du Niger
ONEF	Observatoire National de l'Emploi et de la Formation
OT	Observatoire des Transports
PDESC	Programme de Développement Economique, Social et Culturel
PRRE	Projet de Reconstruction et de Relance Economique
PSEL Delta	Programme de Soutien aux Economies Locales dans le Delta Intérieur du Niger
PTF	Partenaires Techniques et Financiers

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

N°34 – Spécial

Page 4

Institut National de la Statistique (INSTAT)

EDITORIAL

**Améliorer
les
Résultats
du
développement
est
notre
passion**

L'Institut National de la Statistique (INSTAT) est à une période charnière dans la réalisation de trois grandes opérations statistiques dans le pays : le Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH5), le Recensement Général des Unités Economiques (RGUE) et l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP).

Les deux premières opérations sont en phase de dénombrement, ultimes étapes de leur complexe processus de mise en œuvre. La troisième opération, produite en quatre passages par an et célèbre pour son caractère régulier, a dix (10) années de vie. Ce sont là des événements importants dans la vie d'un Institut.

Ainsi, l'INSTAT a décidé de publier un numéro spécial Bulletin KHI-DEUX N°34, consacré à ces trois opérations.

Leurs enjeux pour le développement économique, social et culturel du Mali sont les éléments pris en compte dans la rédaction des articles consacrés à

ces événements pour animer la rubrique « DOSSIER DU TRIMESTRE ».

Le Bulletin comprend toutes ses rubriques ordinaires : L'éditorial, le dossier du trimestre, les échos du Système Statistique National, les utilisateurs et nous. Et, l'ensemble de ces rubriques portent un regard croisé sur les sujets qui ani-



Dr Arouna SOUGANE
Directeur Général de l'INSTAT
Chevalier de l'ordre national

ment ce numéro spécial (le RGPH5, le RGUE et l'EMOP).

La mission première de l'INSTAT et des autres autorités statistiques est la production et la diffusion des données. Nous nous engageons à pour-

suivre les efforts visant à relever ces défis. Les exigences d'équité, d'accessibilité et de ponctualité seront donc de mises. Toutes nos productions doivent répondre aux normes de qualité requis au niveau national et international. Les enquêtes et recensements régulièrement conduits à bonne échéance sont les moyens de mise à jour de ces données.

A juste titre, ce bulletin trimestriel est un instrument de promotion de la culture statistique auprès des acteurs nationaux et internationaux. Nous visons à en faire un produit de qualité et une référence esthétique.

Vos commentaires et suggestions sont les bienvenues.

**Bonne lecture du
KHI-DEUX N°34 !**

Dr Arouna SOUGANE
Directeur Général de l'INSTAT
Chevalier de l'ordre national

PREMIER DOSSIER DU TRIMESTRE

Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat

L'un des objectifs spécifiques de la mise en œuvre du RGPH5 est de fournir des indicateurs pour le plaidoyer en faveur de certains groupes vulnérables, notamment les personnes âgées, les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les personnes déplacées, les orphelins, etc.

En phase cruciale de dénombrement !

L'Institut National de la Statistique (INSTAT) prépare activement le dénombrement du Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH5). Il est prévu pour le début de l'année 2022 et se déroulera sur l'ensemble du territoire national.

Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) est une opération décennale visant à recueillir des données détaillées, jusqu'au niveau géographique le plus fin (village et fraction), sur les caractéristiques démographiques, économiques, culturelles et sociales de la population du Mali. L'initiative contribue à l'amélioration de la connaissance de la situation démographique, sociale et économique du pays et de sa dynamique en vue d'une meilleure prise en compte des variables démographiques dans les programmes et stratégies de développement.

Le Mali a réalisé quatre opérations du genre (1976, 1987, 1998, 2009) et se prépare à la mise en œuvre de la cinquième qui a pour objectifs spécifiques :

- Déterminer l'effectif de la population du pays et sa structure par sexe et par âge ;
- Déterminer la répartition spatiale de la population selon les différentes unités administratives et le milieu de résidence ;
- Déterminer les caractéristiques sociales, économiques et culturelles de la population ;

- Déterminer les niveaux, structures et tendances de la fécondité, de la nuptialité, de la mortalité et de la migration ;
- Fournir des indicateurs pour le plaidoyer en faveur de certains groupes vulnérables, notamment les personnes âgées, les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les personnes déplacées, les orphelins, etc. ;
- Apprécier l'évolution intercensitaire de la population depuis le recensement de 1976 ;
- Etablir les projections et perspectives démographiques pour la période postérieure à 2019 ;
- Déterminer les caractéristiques des ménages, de l'habitation et du cadre de vie des ménages ;
- Faire une analyse et une cartographie de la pauvreté ;
- Actualiser le fichier des villages, des points d'eau et autres infrastructures sociales collectives ;
- Constituer une base de données géoréférencées sur les infrastructures sociales collectives et des unités économiques ;
- Mettre à jour la base de sondage ;
- Fournir des éléments d'analyse du dividende démographique ;
- Renforcer les capacités nationales en matière de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données des recensements basés sur les TIC.

Dans le processus d'organisation de cette opération, des résultats tangibles ont déjà été atteints. Il s'agit, entre autres, de la réalisation des travaux préliminaires et préparatoires ; la réalisation du recensement pilote ; la

PREMIER DOSSIER DU TRIMESTRE

Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat

L'UNFPA, la Banque Mondiale, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, la Norvège, le Japon, l'Allemagne, l'USAID, l'UNHCR, l'UNICEF sont mobilisées autour du gouvernement de la République du Mali dans le cadre des appuis techniques et financiers au RGPH5.

réalisation des travaux cartographiques ; la réalisation de l'enquête post-censitaire test.

Au moins, une quinzaine d'organismes sont mobilisés autour du gouvernement de la République du Mali dans le cadre des appuis techniques et financiers au RGPH5. Il s'agit entre autres de l'UNFPA, de la Banque Mondiale, des Pays-Bas, de la Suède, de la Suisse, de la Norvège, du Japon, de l'Allemagne, de l'USAID, de l'UNHCR, de l'UNICEF...

L'ultime phase des travaux de terrain dudit recensement représente le dénombrement général de la population et de l'habitat. Celle-ci est prévue pour **Janvier 2022** et se déroulera sur l'ensemble du territoire national. Dans cette perspective, le Bureau Central du Recensement (BCR) et toute la chaîne opérationnelle du recensement sont intensément engagés, depuis des mois, dans la réalisation de cette activité. Les tâches les plus en vue sont celles de la formation du personnel de terrain. Des superviseurs nationaux aux contrôleurs TIC/PAPI, en passant par les superviseurs régionaux et locaux et les coordinateurs régionaux, le personnel de terrain pour le dénombrement général de la population et de l'habitat au Mali est fin prêt pour relever le défi de l'organisation du RGPH5.

Les Superviseurs nationaux pour un contrôle efficace des normes internationales :

La formation des superviseurs nationaux a eu lieu, du 31 mai au 19 juin 2021 au Conseil National du Patronat du Mali. Elle fut la première session de

la série de formations prévue dans le cadre des préparatifs du dénombrement du RGPH5. Y ont pris part, des Cadres du Bureau Central du Recensement, de l'INSTAT ainsi que des personnes ressources émanant de structures du Système Statistique National (SSN) du Mali, ou même d'anciens statisticiens ou informaticiens admis à la retraite. Elle avait pour objectif général de doter les participants de connaissances et de compétences nécessaires pour leur permettre de : 1) former ou superviser à leur tour la formation du personnel des niveaux inférieurs (Coordinateurs Régionaux, Superviseurs Régionaux et Locaux, Contrôleurs, Chefs d'Equipes, Agents Recenseurs) et 2) assurer le suivi des travaux du dénombrement sur le terrain.

L'atelier de formation des superviseurs nationaux a été suivi, du 21 au 25 juin, par la formation complémentaire des superviseurs TIC. Celle-ci avait pour but de raffermir les compétences des participants, au nombre de huit, dans la gestion des applications de collecte sur tablette.

Superviseurs régionaux et locaux, pour un suivi de proximité des agents recenseurs :

A la suite des superviseurs nationaux, les superviseurs régionaux et locaux ont pris le relais le 28 juin, ce jusqu'au 17 juillet 2021. Leur formation a eu lieu au Centre International des Conférences de Bamako (CICB). Ce groupe de personnel du RGPH5 comprend des



PREMIER DOSSIER DU TRIMESTRE

Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat

Bien que la collecte et le traitement des données du RGPH5 soient numériques, la collecte Papier est l'une des options retenues pour atténuer les effets de la crise sécuritaire sur le recensement.

représentants des DRPSIAP et des chefs de Services Locaux de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du territoire et de la Population (SLPSIAP).

Ce personnel a la charge de procéder, durant le dénombrement, à un suivi régulier des Agents recenseurs dans leurs circonscriptions respectives.

Coordinateurs régionaux, pour une gestion optimale de la logistique :

A l'image des superviseurs régionaux et locaux, les coordinateurs régionaux représentent également un maillon essentiel du processus d'encadrement du RGPH5. Ce groupe est composé de Directeurs Régionaux de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du territoire et de la Population (DRPSIAP), de Directeurs d'Académies d'enseignement et des représentants des gouvernorats. Ces derniers ont vu leurs compétences renforcées, du 5 au 10 juillet au CICB.

La gestion optimale de la logistique du recensement au niveau des régions est l'une des tâches primordiales affectées aux coordinateurs régionaux.

Contrôleurs TIC, un maillon indispensable pour une opération numérique

La formation des contrôleurs TIC s'est déroulée, du 12 août au 07 septembre 2021 au Centre International des Conférences de Bamako (CICB). Elle avait pour but de renforcer les capacités desdits agents à faire face à la lourde tâche qui leur incombe avant, pendant

et après le dénombrement du RGPH5. Il s'agit, entre autres :

-Du déploiement du matériel de travail nécessaire à l'organisation des travaux de terrain du recensement ;

-De la formation des Agents recenseurs et Chefs d'équipes à recruter pour le dénombrement, et de leur suivi ;

-De l'assistance aux Agents recenseurs et Chefs d'équipes dans la prévention et la gestion des problèmes techniques, administratifs et sociaux durant le dénombrement.

Ils sont plus de 850 personnes à avoir pris part à cette formation. Les personnes retenues à l'issue de cette session seront déployées dans différentes localités du pays pour l'organisation matérielle du dénombrement général de la population et de l'habitat, à commencer par l'assistance au recrutement et la formation de quelques 27 000 Agents recenseurs et chefs d'équipes.

Contrôleurs PAPI, une option pour atténuer les effets de la crise sécuritaire sur le recensement

Bien que la collecte et le traitement des données du RGPH5 soient numériques, la collecte Papier est l'une des options retenues pour atténuer les effets de la crise sécuritaire sur le recensement. Ce défi a justifié le recrutement de dizaines jeunes dans les zones dites d'insécurité, notamment dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Taoudéni, Ménaka, ainsi que certains cercles des régions de Koulikoro et de Ségou. La formation

PREMIER DOSSIER DU TRIMESTRE

Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat

La chaîne de formations a pour but de faire en sorte que chaque acteur de la chaîne de mise en œuvre du recensement comprenne son rôle, les attentes portées sur lui, mais aussi les missions assignées aux différents maillons de la chaîne.

de ces Agents a eu lieu, du 9 septembre au 5 octobre 2021 dans quatre pôles de formation, à savoir Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao.

Dernier virage :

Le dernier virage de ce processus est le recrutement et la formation des Agents recenseurs et Chefs d'équipe. Cette ultime phase se déroulera dans des pôles de formations répertoriées à Bamako, dans les capitales régionales, dans les chefs-lieux de cercles et dans certaines communes rurales du pays.

La série des formations s'inscrit dans la dynamique du renforcement des capacités de toute la chaîne opérationnelle du RGPH5. Ces formations ont pour but, selon le Directeur Général de l'INSTAT, Dr Arouna SOUGANE, de faire en sorte que chaque acteur de la chaîne de mise en œuvre du recensement comprenne son rôle, les attentes portées sur lui, mais aussi les missions assi-

gnées aux différents maillons de la chaîne.

Les objectifs spécifiques visés par ces formations sont de permettre aux participants de :

- S'approprier du dispositif institutionnel, organisationnel, matériel et informatique des opérations de collecte de terrain du dénombrement général ;
- S'approprier les objectifs et les résultats attendus du dénombrement général ;
- Bien maîtriser les différents concepts du dénombrement général ;
- S'approprier et bien maîtriser les différents documents et outils techniques (les questionnaires, les manuels, les applications informatiques, etc.) du dénombrement général ;
- Acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour assurer les tâches dévolues à chaque maillon de la chaîne du recensement.



Formation des contrôleurs TIC du RGPH5

DEUXIEME DOSSIER DU TRIMESTRE

Recensement Général des Unités Économiques : Place au dénombrement

Le RGUE a pour objectif principal d'améliorer le système d'informations actuel sur les statistiques d'entreprises au Mali. Ce qui permettra, entre autres, de mettre à la disposition des décideurs et partenaires au développement, des informations fiables et à jour sur une structure.

Le Ministère de l'Économie et des Finances à travers l'Institut National de la Statistique, organise la phase de dénombrement du Recensement Général des Unités Économiques (RGUE) sur toute l'étendue du territoire national du mois d'octobre au mois de décembre 2021 avec l'accompagnement de la Banque Mondiale.

Objectif général du RGUE :

Le RGUE est une opération statistique qui consiste à faire un dénombrement exhaustif des unités économiques exerçant sur l'ensemble du territoire malien. Il a pour objectif d'améliorer le système d'informations actuel sur les statistiques d'entreprises au Mali. L'amélioration de ce système d'informations sur les statistiques d'entreprises permettra, entre autres, de mettre à la disposition des décideurs et partenaires au développement, des informations fiables et à jour sur la structure et les performances par branches d'activités des entreprises exerçant sur le territoire nationale et de dresser, pour les besoins de politiques de décentralisation au Mali, des profils sectoriels des régions.

Objectifs spécifiques du recensement :

De façon spécifique, le RGUE a pour objectifs de :

- Améliorer la qualité des statistiques d'entreprises pour une bonne formulation des politiques de développement économique;
- Constituer la base de sondage des entreprises formelles stratifiées par branche d'activités et par taille en termes d'effectifs employés et/ou de chiffres d'affaires pour les différentes enquêtes nécessaires à la refonte des comptes nationaux et la mise en place des indicateurs conjoncturels et structurels ;
- Constituer la base de sondage des unités économiques informelles localisées ;
- Disposer des informations nécessaires à la rénovation des comptes nationaux (passage au SCN 2008 et revalorisation du Produit Intérieur Brut) ;
- Dresser le profil sectoriel des différentes régions du Mali afin de promouvoir la décentralisation ;
- Mettre en place un Système d'information géographique (SIG) des entreprises qui permettra de réaliser des cartographies thématiques des entreprises sur l'ensemble du territoire national ;
- Déterminer le poids du secteur informel localisé dans l'économie nationale ;
- Déterminer les caractéristiques sociodémographiques des chefs d'entreprises exerçant au Mali et évaluer le niveau d'entrepreneuriat féminin ;
- Mettre à la disposition des utilisateurs (partenaires techniques et financiers, chercheurs, étudiants, organismes, etc.) des informations.

DEUXIEME DOSSIER DU TRIMESTRE

Recensement Général des Unités Économiques : Place au dénombrement

Les unités économiques du secteur formel se distinguent de celles du secteur informel par le fait que non seulement qu'elles disposent d'une gestion organisée mais surtout par le fait qu'elles sont enregistrées dans les fichiers administratifs (Services des impôts, Sécurité sociale, etc.) et tiennent une comptabilité écrite et complète conformément au plan comptable en vigueur.

Le CHAMP DU RGUE

Le recensement général des unités économiques (RGUE) du Mali couvrira tout le territoire national et ciblera toutes les unités économiques du secteur formel et informel exerçant dans un local professionnel. Le local professionnel se définit comme un local construit en brique, en métal, en banco, tôle, en paille ou encore en tente et disposant d'une porte d'entrée avec battant (pour les unités résidentes en milieu urbain) ou sans battant (pour les unités résidentes en milieu rural).

Cependant, il existe des unités dont la nature de leur activité les amène à ne pas exercer nécessairement dans les locaux professionnels. Il s'agit par exemple des unités qui mènent des activités suivantes : fabrication des briques, menuiserie, réparation des voitures et motos, lavage des voitures et motos, carrière, etc. Ces unités seront également prises en compte dans le champ du RGUE.

Il existe également des unités économiques « non visibles » qui exercent leurs activités dans les concessions sans aucune indication extérieure sur leur l'existence. C'est le cas par exemple de certaines teinturières, des boulangeries artisanales au nord du Mali, de certains couturiers, etc. Ces unités seront repérées et seront, en fonction de l'importance de leurs activités, dénombrées.

Les unités économiques seront recensées dans le district de Bamako, les chefs-lieux des régions, dans les cercles et dans les communes ur-

baines, semi urbaines et rurales. Au niveau des villages, seules les unités économiques d'une certaine importance ayant un grand volume d'activité et dont la présence serait signalée par le maire ou le sous-préfet de la commune seront prises en compte.

Les unités économiques du secteur formel se distinguent de celles du secteur informel par le fait que non seulement elles disposent d'une gestion organisée mais surtout par le fait qu'elles sont enregistrées dans les fichiers administratifs (Services des impôts, Sécurité sociale, etc.) et tiennent une comptabilité écrite et complète conformément au plan comptable en vigueur. En résumé, ces unités du secteur formel se distinguent par les critères suivants :

- ◆ Posséder un Numéro d'identification fiscal (NIF) des services des impôts (DGI) ;
- ◆ Posséder au moins deux numéros d'identification administrative :
 - Numéro du registre du commerce ;
 - Numéro d'identification des services de sécurité sociale (INPS) ;
- ◆ Existence d'une comptabilité formelle écrite et complète (Bilan, Compte de résultat etc.).

Ces unités seront repérées dans les quartiers et les chefs-lieux des communes urbaines et rurales conformément aux zones de recensement (ZC) qui seront déterminées après les travaux de cartographie.

DEUXIEME DOSSIER DU TRIMESTRE

Recensement Général des Unités Économiques : Place au dénombrement

Adhérer au recensement général des unités économiques est un devoir pour tous. Surtout pour les entrepreneurs du secteur informel qui doivent réserver un accueil chaleureux aux agents de collecte.

Pour les besoins spécifiques d'élaboration des comptes nationaux et des statistiques du commerce extérieur, sont également pris en compte, les unités suivantes :

Les Etablissements publics à caractère administratif (EPA) ;

Les Etablissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) ;

Les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM) : ce sont des unités de production non marchande aux services des ménages menant des activités sur le territoire national. Sont concernés par le RGUE : les organisations non gouvernementales (ONG), les associations et les partis politiques.

Les organisations patronales et associations professionnelles : ce sont des organisations de défense des intérêts des entreprises et à laquelle les entreprises sont membres.

Sont exclus du recensement :

- ◆ Les unités agricoles ainsi que les autres unités évoluant dans le primaire (Pêche, Elevage, Horticulture, etc.) ;
- ◆ Les étalagistes (tabliers) ;
- ◆ Les ambulants (commerçants et prestataires de services) ;
- ◆ Les ministères et leurs directions ;
- ◆ Les collectivités locales ;
- ◆ Les écoles et centres de santé publics ;
- ◆ Les autres services publics ;
- ◆ Les unités qui n'ont pas encore démarré leurs activités au moment du recensement ;
- ◆ Et toutes les autres unités n'exerçant pas dans de locaux professionnels telles que ci-haut défini.

Adhérer au recensement général des unités économiques est un devoir pour tous. L'Institut National de la Statistique invite tous les entrepreneurs du secteur informel comme informel à réserver un accueil chaleureux aux agents de collecte.

Chaque unité économique compte, ensemble construisons un Mali Emergent.



Recensement Général des Unités Économiques : Place au dénombrement

TROISIEME DOSSIER DU TRIMESTRE

L'EMOP : Une décennie au service du développement de la production statistique au Mali

L'EMOP est un dispositif d'enquête qui a pour objectif de recueillir un large éventail d'indicateurs socio-économiques nécessaires pour suivre et évaluer les progrès réalisés dans l'amélioration des conditions de vie des ménages.

Avril 2011- avril 2021, cela fait dix ans que l'Institut National de la Statistique avec l'appui technique et financier de la Statistique Suède à travers l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi), a mis en place l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (EMOP).

C'est un dispositif d'enquête qui a pour objectif de recueillir un large éventail d'indicateurs socio-économiques nécessaires pour suivre et évaluer les progrès réalisés dans l'amélioration des conditions de vie des ménages.

« L'EMOP s'inscrit dans le cadre du renforcement de la production des statistiques. Elle collecte des informations collectives et individuelles se rapportant entre autres aux caractéristiques démographiques des membres du ménage, à l'Education, à l'Emploi, à la Santé et aux dépenses de consommation du ménage. Cela dans le but de fournir de façon régulière et permanente les informations nécessaires au suivi des politiques et programme de développement notamment le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) arrimés aux Objectifs du développement durable (ODD) ainsi qu'à ceux de l'agenda 2063 « l'Afrique que nous voulons » de l'Union Africaine et

des programmes sectoriels mis en œuvre par le Gouvernement du Mali », souligne Arouna Sougané, Directeur Général de l'INSTAT.

Des utilisateurs variés :

Depuis une décennie Les micro-données ainsi que les indicateurs produits par l'EMOP sont fréquemment sollicités par les institutions nationales et internationales aussi bien que les chercheurs indépendants utilisateurs de données statistiques dans le cadre des études ou des recherches. Au nombre de ceux-ci, on peut citer entre autres, la Cellule Technique de Coordination du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (Cellule CSLP), la Banque Mondiale (BM), l'Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD), le Centre de Recherche, d'Etudes et de Documentation pour la Survie de l'Enfant (CREDOS), l'Observatoire National Pour l'Emploi et la Formation (ONEF).

Par ailleurs, l'EMOP offre la possibilité aux utilisateurs d'insérer des modules pour approfondir les connaissances par rapport à des préoccupations précises. Elle répond donc au besoin de mutualisation des efforts en réduisant significativement les coûts des opérations d'enquêtes. A ce titre, la collaboration avec l'ONEF est un exemple réussi du genre.

TROISIEME DOSSIER DU TRIMESTRE

L'EMOP : Une décennie au service du développement de la production statistique au Mali

Au terme de chaque passage de l'EMOP, l'INSTAT produit un rapport d'analyse. L'Institut produit et diffuse aussi plusieurs publications et études.

Un nombre impressionnant de rapport et publication :

« L'enquête disposant d'un échantillon d'environ 7200 ménages est réalisée annuellement en quatre passages. Chaque passage dure 3 mois de collecte. Et au terme de chaque passage un rapport descriptif donnant le niveau des indicateurs de suivi est produit. Ainsi depuis 2011 l'INSTAT a produit 37 rapports de passages », note Aminata Coulibaly, Cheffe de Division des enquêtes à l'INSTAT.

Il s'agit précisément de :

- ◆ 10 Rapports d'analyse du premier passage des éditions de 2011 à 2021 de l'Enquête Modulaire et Permanente Auprès des Ménages (EMOP), INSTAT-Mali ;
- ◆ 9 Rapports d'analyse du deuxième passage des éditions de 2011 à 2018 de l'Enquête Modulaire et Permanente Auprès des Ménages (EMOP), « Accessibilité aux soins de santé, appréciation de la population sur les actions prioritaires à entreprendre et dépenses de consommation des ménages », INSTAT-Mali ;
- ◆ 9 Rapports d'analyse du troisième passage des éditions de 2011 à 2018 de l'Enquête Modulaire et Permanente Auprès des Ménages (EMOP), « Santé, Emploi, Sécurité Alimentaire et dépenses de consommation des ménages », INSTAT-Mali ;
- ◆ 9 Rapport d'analyse du rapport annuel sur « la consommation.

En dehors de ces rapports l'Institut national de la statistique a produit et

diffusé à partir des données de l'EMOP plusieurs publications et études :

- ◆ Analyse de l'impact du retour des migrants sur le marché du travail à partir des données de l'EMOP, 2015 ;
- ◆ Dynamique de la Gouvernance, la paix et la Sécurité au Mali entre 2014 et 2015 ;
- ◆ Les déterminants de la pauvreté monétaire et non monétaire au Mali, 2016 ;
- ◆ Effets genre sur la structure de consommation des ménages au Mali : Application de la courbe d'Engel, 2016 ;
- ◆ Estimation de la pauvreté au niveau des cercles et des communes du Mali, 2016 ;
- ◆ Genre et conditions de vie des ménages au Mali: Analyse selon le sexe du Chef de ménage, 2016 ;
- ◆ Rapport sur les « Femmes et Hommes au Mali », 2018, INSTAT-Mali, SCB ;
- ◆ L'état de la gouvernance, de la paix et de la sécurité au Mali en 2014 ;
- ◆ Dynamique de la Gouvernance, la paix et la Sécurité au Mali entre 2014 et 2015 ;
- ◆ Rapport d'analyse « la pauvreté à plusieurs dimensions au Mali en 2017 », INSTAT-Mali ;
- ◆ Rapport sur la Dynamiques des Violences, de la Paix et la Sécurité au Mali entre 2014 et 2018.

L'essentielle de ces publication se trouve sur le site web : <https://www.instat-mali.org/fr/publications/enquete-modulaire-et-permanente-aupres-des-menages-emop>.

TROISIEME DOSSIER DU TRIMESTRE

L'EMOP : Une décennie au service du développement de la production statistique au Mali

S'adapter au changement institutionnel

Après 10 ans d'existence de l'EMOP, l'INSTAT entend continuer à mettre à la disposition des utilisateurs, des données statistiques de qualités, à jour et fiables. Cela conformément à la volonté du gouvernement du Mali qui a placé depuis plus d'une décennie la lutte contre la pauvreté au centre de toutes politiques de développement. « Nous allons nous mettre dans la dynamique du changement institutionnel intervenu dans notre pays. Aujourd'hui le

nombre de région a augmenté. Il va falloir développer la méthodologie afin de pouvoir tenir compte de toutes ces régions. Il s'agit aussi pour nous de voir dans quelles mesure nous pouvons intégrer la régionalisation et surtout la décentralisation poussée parce que notre objectif est de pouvoir satisfaire tous les utilisateurs tant au niveau national, sectoriel mais aussi au niveau déconcentré et centralisé », soutient Dr Arouna SOUGANE, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique (INSTAT).

L'INSTAT entend continuer à mettre à la disposition des utilisateurs de données statistiques de qualités, à jour et fiables. Cela conformément à la volonté du gouvernement du Mali qui a placé depuis plus d'une décennie la lutte contre la pauvreté au centre de toutes politiques de développement.



EMOP 2021 : L'INSTAT renforce la capacité des superviseurs régionaux

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

Institut National de la Statistique (INSTAT)

L'Institut national de la statistique (INSTAT) est le service central des statistiques du Mali, créé en 2009 par l'ordonnance présidentielle¹ en transformant la Direction nationale de la statistique et de l'informatique en un établissement public à caractère scientifique et technologique. Ses activités s'organisent dans le cadre plus général du système statistique du Mali régi à la date de sa création par la loi statistique de 2005.

L'INSTAT est une structure administrative placée sous l'autorité du ministre chargé de la statistique. Ses attributions et son organisation font l'objet d'un décret pris par le président de la République.

L'INSTAT est chargé, entre autres, de promouvoir la recherche, la formation et le développement dans le domaine de la statistique (article 2 de l'ordonnance de création).

Au titre des missions à l'intérieur, l'INSTAT a effectué les missions suivantes :

- Du 23 juin au 02 juillet 2021: Supervision à Kayes, Bamako, Koulikoro et Sikasso de la collecte des données de l'Enquête complémentaire sur les unités de mesures non-standards au Mali.
- Du 25 juin au 04 juillet 2021: Participation à Koulikoro à l'atelier de traitement de données du Passage 1 de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des ménages (EMOP) 10^{ème} édition 2021.

- Du 29 juin au 01 juillet 2021: Supervision de l'opération de comptage des paquets vides de cigarettes à Yanfolila et Dioïla.
- Du 05 au 09 juillet 2021: Participation à l'atelier de retraite de données et de production de tableaux de l'enquête permanente sur le commerce international des services de 2021 à Koulikoro.
- 06 juillet 2021: Participation à Koulikoro à la dissémination des résultats de l'enquête nutritionnelle SMART 2020.
- Du 10 au 14 juillet 2021: Supervision à Ségou, Bamako et Koulikoro de la collecte de données de l'Enquête CAP Baseline du projet "Réagir à la pandémie de Covid-19 par les systèmes de protection sociale au sahel".
- Du 11 au 17 juillet 2021: Participation à Kayes, Koulikoro et Sikasso à la mission conjointe Gouvernement- UNICEF dans le cadre de suivi-évaluation des interventions de l'UNICEF.
- Du 13 au 19 juillet 2021: Participation à la formation des Administrateurs du SITE WEB de l'INSTAT en WEB DESIGN à Sélingué.
- Du 14 au 17 juillet 2021: Participation à l'atelier sur le renforcement des capacités à la pose de carré de rendement à Fana.
- Du 15 au 19 juillet 2021: Supervision à Bamako de la collecte des données de l'Enquête de matrice de suivi dans les zones de forte présence des migrants au Mali.
- Du 22 au 28 juillet 2021: Participation à Sélingué à la formation des Administrateurs du SITE WEB de l'INSTAT en WEB DESIGN.
- Du 23 au 24 juillet 2021: Participation à Banankoroni (Région de Koulikoro) à l'examen du projet de manuel de procédures administratives, financières comptables et opérationnelles de gestion de l'INSTAT et à l'examen des projets de décision portant règlement intérieur de l'INSTAT, fixant le détail de l'organisation interne et les règles particulières de fonctionnement de l'INSTAT et le cadre organique.
- Du 08 au 14 août 2021: Participation à Koulikoro à l'atelier d'apurement des données de l'enquête CAP Baseline du projet "Réagir à la pandémie de Covid-19 par les systèmes de protection sociale au sahel".
- Du 15 au 19 août 2021: Participation à Ségou à l'atelier de retraite d'élaboration des comptes nationaux de 2017 selon le SCN 2008.
- Du 15 au 23 août 2021: Participation à l'atelier d'exploitation des données de la NSU à Koulikoro.
- Du 24 au 26 août 2021: Participation à Ségou à l'atelier de retraite d'élaboration des comptes nationaux de 2017 selon le SCN 2008.
- Du 11 au 22 septembre 2021: Supervision de la collecte des données de la cartographie de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM-II) dans les pays membres de l'UEMOA à Koulikoro (cercles/ Kangaba, Kolokani et Nara), Dioïla et le District de Bamako (commune I, II, III, et IV).
- Du 12 au 25 septembre 2021: Participation à Ségou à l'atelier de retraite des travaux de



Devanture de l'INSTAT

La Gestion axée sur les Résultats (GAR) est l'instrument sur lequel s'appuie l'Institut National de la Statistique et ses démembrés en vue d'atteindre les objectifs du Système Statistique National du Mali.



ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

finalisation des comptes nationaux de 2017 selon le SCN 2008.

- Du 18 au 24 septembre 2021: à Koulikoro (cercle/ Kati) à la supervision de la collecte des données de la cartographie de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM-II) dans les pays membres de l'UEMOA.

Au titre des missions à l'extérieur, l'INSTAT a participé:

- Du 27 juillet au 05 août 2021: A Lomé (Togo) aux réunions liminaires du comité régional de la statistique (CRS) et du comité de pilotage (COFIL) du programme d'harmonisation et de modalisation des enquêtes sur les conditions de vie des ménages (PHMEC).
- Du 14 au 28 août 2021: A Dakar (Sénégal), au voyage

d'études des Ressources Humaines sur le Thème "innover pour renouveler ses pratiques managériales".

- Du 05 au 11 septembre 2021: A Abidjan (Côte d'Ivoire), à l'atelier de formation des gestionnaires de la base de données de la surveillance multilatérale (BDSM) et des secrétaires permanents des CNPE sur l'utilisation de la plateforme en ligne.

- Du 31 août au 04 septembre 2021: A Lagos (Nigeria), à l'atelier de formation pour les comités nationaux de politique économique (CNPE) sur le mécanisme de la surveillance multilatérale de la CEDEAO et les programmes de convergence pluriannuels.

- Du 09 au 13 septembre 2021: A Dakar (Sénégal), au forum sur la migration.

- Du 25 septembre au 09 octobre 2021: A Dakar (Sénégal), au voyage d'études des Ressources

Humaines sur le Thème "Management Stratégique et Conduite du Changement".

Au titre des publications:

L'INSTAT a produit et mis en ligne les publications suivantes courant 3^e trimestre 2021 :

- Bulletin IHPC du mois de juin, juillet, août 2021 ;
- Rapport annuel de l'EMOP 2020 passages 1 à 4, 1^{er} passage 2021 ;
- Bulletin IMC des mois de juin et juillet 2021 ;
- Produit Intérieur Brut (PIB) du 4^{ème} trimestre 2020 et 1^{er} trimestre 2021 ;
- Bulletin du commerce extérieur 2^{ème} trimestre 2021.



Rapports 2015 et 2016 de l'INSTAT : Les résultats de l'EMOP restitués aux utilisateurs de données statistiques

Améliorer les résultats du développement est la passion de l'Institut National de la Statistique (INSTAT)



Production statistique : Une mission de la Statistique Suède (SCB) au Mali pour le renforcement des capacités de l'INSTAT en Planification et en Management

Hôtel des Finances abritant l'INSTAT



ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

Les Directions Régionales de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP)

Les missions essentielles assignées aux DRPSIAP sont :

- collecter, centraliser et traiter les documents et l'information relatifs à la planification du développement au niveau de chaque région ;
- mettre à la disposition des organismes publics et des privés les informations statistiques et des services informatiques ;
- définir la stratégie et coordonner l'élaboration des politiques de la Région et du District de Bamako, en liaison avec les autorités compétentes, en matière de planification du développement, d'aménagement du territoire et de la population ;
- suivre et évaluer les plans, programmes et projets de la Région et du District de Bamako ;
- assurer la promotion, au niveau régional, de la Politique Nationale de la Population (PNP) ;
- appuyer les collectivités territoriales de la région à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de leurs schémas d'aménagement ;
- collecter, centraliser, interpréter, traiter et diffuser l'information statistique sur les prix et les revenus des ménages au niveau de la région ;
- participer et coordonner toutes enquêtes dans les domaines de l'industrie, du commerce et des services ;
- veiller à l'application du Schéma Directeur National de l'informatique au niveau régional.

1. DRPSIAP - Kayes :

Au titre des OPERATIONS SPECIALES, la DRPSIAP a participé :

- Du 12 au 21 septembre 2021 à la supervision de la collecte des données de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation. Financée par l'INSTAT, cette opération avait pour objet d'évaluer les opérations de collecte des prix sur les points de vente.

Au titre des RENCONTRES, la DRPSIAP a participé :

- Dans la salle de conférence de la Chambre de Commerce et d'Industrie, au forum régional d'entente sociale de Kayes (FORESK). L'objectif de ce forum était de promouvoir et de consolider la paix, la cohésion sociale et l'entente entre toutes les communautés de la région et de signer un contrat social. Financé par Mercy corps à travers le projet Lafia, le forum a regroupé les représentants : la société civile, les antis esclavagistes, et les pros esclavagistes, les services techniques, les collectivités territoriales et les partenaires techniques et financiers.
- Le 08 septembre 2021, dans la salle de réunion de la Direction Régionale de l'Agriculture-Kayes à l'atelier régional de diffusion du plan triennal de la campagne Agricole : Bilan 2020, Programmation 2021 et les Projections 2022-2023. L'atelier avait pour objet de diffuser le Plan Triennal de la Campagne Agricole : Bilan 2020, Programmation 2021 et les Projections 2022-2023. Financé par

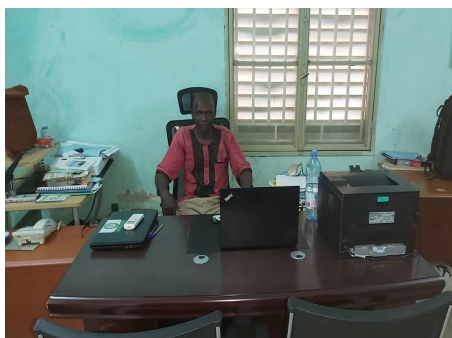
la CPS/SDR, il a regroupé les représentants de la société civile, le Conseil régional et les Services techniques.

- Du 26 au 27 août 2021, à Kéniéba à la rencontre d'échange du programme élargi de vaccination (PEV) et évaluation à mi-parcours du micro plan du District sanitaire de Kéniéba. La rencontre avait pour objet la revue des données du programme élargi de vaccination (PEV) et l'évaluation à mi-parcours du micro plan du District sanitaire de Kéniéba. Financée par l'UNICEF, elle a regroupé le CSRef de Kéniéba, le Directeur Technique du CSCOM (DTC), les Services Techniques et les PTF (UNICEF, MEDICUS et PLAN-MALI).
- Le 27 août 2021, à Kéniéba à la rencontre au tour du bilan des activités réalisées en 2020 et les perspectives de 2021 du complexe minier Loulo-goukoto. La rencontre avait pour objet la présentation du projet et de partage d'information du complexe minier Loulo-Goukoto. Financée par le Complexe minier Loulo-Goukoto, elle a regroupé l'Administration, les Collectivités, les Services Techniques et la Société civile.



Missions d'appui de la Direction Nationale de la Population pour faire l'état de mise en œuvre de la politique nationale de population dans les régions

Les DRPSIAP sont des démembrements de l'Institut National de la Statistique au niveau régional. A ce titre, elles occupent une grande place dans la production de l'information statistique.



Chef de Division Suivi-Evaluation de la DRPSIAP-Kayes



Chef le Service Local « SLPSIAP » de Kéniéba

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

2. DRPSIAP de Bamako :

Au titre des OPERATIONS SPECIALES, La DRPSIAP a participé :

- A la réunion des membres de la commission régionale du cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH5). Financée par l'INSTAT/UNICEF pour une journée, la réunion avait pour objectif d'informer et d'échanger avec les membres de la commission régionale du cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH5) sur le processus. Les membres de la commission ont eu droit à une communication de la Directrice de la DRPSIAP sur le RGPH5, à savoir :

- les objectifs du RGPH5,
- le calendrier,
- les difficultés,
- les défis,
- les organes du RGPH5,
- les missions,
- la composition,
- le fonctionnement.

Au titre des Rencontres : La DRPSIAP a participé :

A l'atelier de formation des superviseurs nationaux et régionaux de l'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC) sur les outils de collecte des données. Financé par le Budget National pour une durée de cinq (5) l'atelier avait pour objectif de renforcer les capacités techniques d'intervention des superviseurs nationaux et régionaux en vue de permettre une bonne mise en œuvre des activités de l'EAC (formation des agents, coordination, organisation et suivi de la collecte).

Au titre des MOUVEMENTS DU PERSONNEL :

La DRPSIAP a enregistré l'arrivée d'un (01) cadre de la catégorie A. Il s'agit d'un Administrateur de l'Action Sociale, en provenance de la Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire (DNAT) .

3. DRPSIAP-Koulikoro :

Au titre des OPERATIONS SPECIALES, la DRPSIAP a participé :

- Le 05 août 2021, en partenariat avec «Action et Recherche sur les Opérations de Paix» à la Cérémonie de remise de fonds à des femmes (30 femmes) de Koulikoro. L'opération avait pour objet la promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.
- Du 09 au 23 septembre 2021, à l'Enquête sur la collecte de données sur les déchets solides ménagers dans les dépôts de transit. Financée par l'ASDI, l'opération avait pour objet de connaître les statistiques sur les modes de dépôts des déchets solides ménagers.

Au titre des RENCONTRES :

La DRPSIAP a participé :

- Du 05 au 09 juillet 2021 au Gouvernorat de Koulikoro à l'Atelier sur le Suivi-Evaluation des Actions de Développement. Il avait pour objectif le renforcement des capacités sur le développement institutionnel. Financé par le Centre de Formation pour le développement (CFD) et NAWAL SARL, l'atelier a regroupé les représentants des Services Techniques de l'Etat et des Collectivités Territoriales.

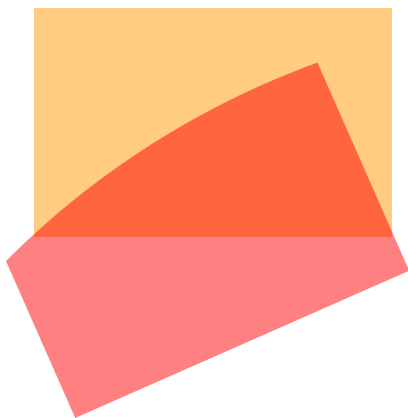
- Du 28 juin au 16 juillet 2021, dans la salle Balla Moussa KEITA du CICB à l'Atelier de formation des superviseurs régionaux et locaux du dénombrement du 5ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH5). L'objectif de cet atelier était de fournir aux superviseurs régionaux et locaux les outils et les compétences nécessaires leur permettant de mener à bien leurs rôles et

les tâches d'avant, pendant et après le dénombrement. Il a regroupé les superviseurs régionaux et locaux de toutes les régions, exceptée la région de Ménaka.

- Du 16 septembre au 06 octobre 2021 à l'Ecole publique Bandiougou BOUARE de Ségou, à l'atelier de formation des contrôleurs PAPI du RGPH5_pôle de Ségou. L'objectif de cet atelier était de fournir aux Agents contrôleurs les outils, connaissances et compétences nécessaires leur permettant de bien jouer leurs rôles et exécuter les tâches d'avant, pendant et après le dénombrement. Financé par l'UNFPA, l'atelier a regroupé le représentant du Gouverneur de Ségou, le DRPSIAP, les Superviseurs Nationaux, Régionaux (Ségou et Koulikoro) et Locaux (Macina, Niono, Banamba et Nara), la représentante de l'INSTAT, le représentant de la DNP, la Directrice Technique du BCR.

- Du 23 au 24 août 2021 au Gouvernorat de Koulikoro, à l'atelier de formation des acteurs régionaux sur les outils d'opérationnalisation du budget-programmes, des régions de Koulikoro, de Dioïla et de Nara. L'atelier avait pour objectif, d'outiller les acteurs régionaux du processus du budget-programmes pour une meilleure maîtrise de leurs rôles dans la gestion des finances publiques. Il a regroupé les représentants des services techniques de l'Etat (les régions Koulikoro, de Dioïla et de Nara), des Collectivités Territoriales.

- Du 20 au 23 septembre 2021 dans la salle de conférence de l'Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD) à l'atelier de formation des formateurs sur l'enquête : Impact COVID19 sur les services sociaux de base du Mali.



Directrice de la DRPSIAP de Bamako

La qualité des données englobe des caractéristiques, comme la pertinence, l'exactitude, l'actualité, l'intelligibilité et la cohérence de l'information statistique.



Image de Koulikoro

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

L'objet de cet atelier était de Connaitre l'Impact COVID19 sur les services sociaux de base du Mali. Il a regroupé les représentants des services techniques de l'Etat concernés.

- Du 28 au 30 septembre 2021 dans la salle de conférence de la Direction Nationale de la Planification et du Développement (DNPD) à l'atelier de renforcement des compétences pour le personnel du Ministère de l'Economie et des Finances sur la planification nationale et régionale pour l'intégration, le suivi et évaluation des mesures, projets et investissements. L'atelier avait pour objet de permettre au Mali d'atteindre les objectifs fixés dans sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN) et d'accompagner la conduite du changement. Il a regroupé les représentants des services techniques de l'Etat, des Collectivités, des CPS...

- Du 05 au 09 juillet 2021, au Gouvernorat de Koulikoro à l'atelier sur le Suivi-Evaluation des Actions de Développement organisé par le Centre de Formation pour le Développement (CFD). L'atelier s'est fixé des objectifs globaux et a élaboré un plan pour les atteindre. Il a regroupé les représentants des services techniques de l'Etat, des Collectivités, de la Société civile de la Région...

- Le 14 juillet 2021 au Gouvernorat de Koulikoro à la rencontre de la 2^{ème} session ordinaire des comités de pilotage de toutes les interventions du programme bilatéral de la coopération belge. L'objectif de cette rencontre était d'examiner les conclusions et recommandations des Revues à mi-parcours du Programme sectoriel CEDI et l'Intervention Renforcement des capacités (IRC). Elle a re-

groupé les représentants des services techniques de l'Etat, des Collectivités Territoriales.

- Le 15 juillet 2021 au Gouvernorat de Koulikoro, à la rencontre de la Mission Conjointe du Comité de Pilotage du Programme de Coopération Mali/Unicef. L'objet de cette rencontre était d'examiner les résultats des PTR en 2021, avec un focus sur les activités du premier semestre 2021. Elle a regroupé les représentants des services techniques de l'Etat, des Collectivités Territoriales, de l'Unicef...

- Le 30 juillet 2021, au Gouvernorat de Koulikoro à la réunion « du Comité Régional d'Orientation, de Coordination et des Actions de Développement (CROCSAD-ANICT) ». Cette réunion avait pour objet l'approbation des dossiers de sous-projets des Collectivités Territoriales soumis au financement du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT/2021). Elle a regroupé les représentants des services techniques de l'Etat, des Collectivités Territoriales...

- Du 18 au 19 août 2021 au Gouvernorat de Koulikoro à la réunion du Groupe Technique de Suivi-Evaluation Régional (GTSER). La réunion avait pour objet d'améliorer la performance du système de Suivi-évaluation au niveau régional en faisant l'état de la collecte des données de la lutte contre le VIH-Sida dans la région de Koulikoro par la mise en commun et le partage des informations en vue de la validation. Elle a regroupé les représentants des services techniques de l'Etat, des Collectivités Territoriales et de la Société civile de la Région.

- Le 09 septembre 2021 à la DRPSIAP de Koulikoro, Rencontre d'échange sur le suivi et la coordination des actions de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Population (PNP). L'objet de cette rencontre était d'apprécier le niveau de mise en œuvre de la politique Nationale de Population. Elle a regroupé les représentants de certains Services techniques de l'Etat au niveau région, la DNP, des Collectivités.

- Le 16 septembre 2021 au Gouvernorat de Koulikoro, au Focus groupe pour l'intégration du budget sensible au genre dans la programmation budgétaire. Ce focus avait pour objet d'intégrer le budget sensible au genre dans la programmation budgétaire. Il a regroupé les représentants des services techniques de l'Etat, des Collectivités Territoriales.

- Du 27 au 30 septembre 2021 à l'atelier de dissémination du plan d'action national de la Résolution 1325 et de l'Accord pour la Paix et de Réconciliation Nationale dans la Région de Koulikoro. L'atelier avait pour esprit de partager les objectifs, les résultats attendus, les actions et le budget du PAN R1325 aux responsables des services du Gouvernement, les organisations de la société civile, les médias, les partenaires techniques et financiers. Tenu au Gouvernorat de Koulikoro, il a regroupé les représentants des services techniques de l'Etat, des Collectivités Territoriales, de la Société civile, des partenaires...

Au titre du MOUVEMENT DU PERSONNEL :

La DRPSIAP a enregistré le départ de trois (3) agents en congé de formation au CFP-STAT pour 2 ans, Cycle : Technicien Supérieur de la Statistique.



Image de Koulikoro

A la faveur de la décentralisation, il apparaît nécessaire d'identifier les leviers sur lesquels agir afin de rendre la collectivité plus viable, plus compétitive et plus attractive, en un mot garantir le développement économique local.



DRPSIAP-Koulikoro

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

4. DRPSIAP-Kidal

Au titre des **RENCONTRES**, la DRPSIAP a participé :

- Du 15 au 17 juillet 2021 au Motel Moulin de Fana, à Atelier de renforcement des capacités des formateurs sur le placement du carré de rendement. L'objectif globale est de renforcer les capacités des formateurs aux différentes techniques et méthodes de placement de carrées de rendement dans les parcelles. Il vise les objectifs spécifiques suivants :

- Présenter les différentes méthodes de placement de carré de rendement ;
- Comparer les différentes méthodes de placement de carré de rendement et en choisir les plus efficaces ;
- Mettre en pratique des

différentes méthodes de placement de carré de rendement.

Financé par l'INSTAT, l'atelier a regroupé les DRPSIAP, les Directeurs Régionaux de l'Agriculture, la CPS/SDR, l'INSTAT et les Offices.

- Du 05 et 06 Août 2021 au Centre International de Conférences de Bamako (CICB) à l'atelier national de validation du rapport du rapport provisoire du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT). L'atelier avait pour objet d'examiner et de valider le rapport provisoire du SNAT en vue de formuler des recommandations pour la suite du processus. Financé par le Budget National et les PTF, il a regroupé :

- Les représentants de la primature ;

- Les représentants des départements ministériels ;

- Les représentants du Conseil National de Transition, du Haut Conseil des Collectivités et du Conseil Economique, Social et Culturel ;

- Les représentants des services centraux et personnalisés ;

- Le Gouverneur du District de Bamako ;

- Les DRPSIAP ;

- Les organisations de la société civile ;

- Les organisations professionnelles.

- Le 10 Août 2021, dans la salle de réunion du gouvernorat de Kidal, à l'atelier sur l'état de mise en œuvre du Programme National d'Irrigation de Proximité de la Région de Kidal.

Les bonnes statistiques sont nécessaires pour la réduction de la pauvreté, le suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement, l'efficacité de l'aide et la promotion de la bonne gouvernance.



Les Superviseurs Régionaux et Locaux de la région de Kidal lors de la formation des contrôleurs de Kidal, Tessalit, Abeibara, Tin-Esako et Achibogo

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

L'atelier avait pour objectifs :

- Réaliser des Aménagements Hydro Agricole fonctionnels en réponse à la demande motivée des populations cibles;
- Assurer la mise en valeur durable de l'Aménagement Hydro Agricole et promouvoir la valorisation des produits issus de l'Irrigation de Proximité;
- Augmenter l'efficacité administrative et technique à travers un cadre référence cohérent, harmonisé et fonctionnel pour une meilleure coordination des interventions dans le sous-secteur de l'Irrigation de Proximité.

Financé par le Budget National et les PTF, il a regroupé :

- La Conseillère Aux Affaires Economiques et Financières du Gouverneur Kidal ;
- Les Préfets ;
- Les sous-préfets ;
- Les Directeurs des ser-

vices régionaux.

- Du 23 au 25 Septembre 2021, à Bamako, à l'ODHD/LCP, à la formation dans le cadre de l'Enquête « Impact de la COVID-19 sur la fourniture des Services Sociaux de base », dont l'objet était de former les DRPSIAP dans le but de former les agents de collecte sur le terrain. Financé par l'ODHD/LCP, elle a regroupé les DRPSIAP, l'INSTAT et la CT-CSLP.
- Les 27, 28 et 29 Septembre 2021 à Bamako, au siège de CFCT, Route de Kati à la session de formation par le CFCT. L'objet de cette session était de renforcer les compétences des acteurs de la décentralisation en matière de Développement économique régional (DER) et de contrat Plan Etat-Région/District. Financée par l'Agence française de Développement (AFD), elle a regroupé le MATD, l'ANICT, la CPS/MATD, CADD/MATD, la

DNAT, la DNP, l'ADR/Bamako, l'APL, des Présidents des Autorités intérimaires/Collèges transitoires et les DRPSIAP.

- Du 19 Septembre au 06 Octobre 2021, à l'Ecole Thionville de Gao, à la formation des contrôleurs dans le cadre du RGP5, dont l'objet est de former les contrôleurs (formateurs) dans le but de former les Agents Recenseurs (AR) dans les autres pôles de formation. Financée par l'INSTAT, elle a regroupé les Superviseurs régionaux et locaux des régions de Gao, Ménaka et Kidal.

Au titre des **MISSIONS/ APPUIS TECHNIQUES** :

La DRPSIAP en partenariat avec la SUEDE est entrain d'effectuer le 3^{em} passage l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP) pour une durée de trois (3) mois. Son objectif était de renseigner principalement la matrice de suivi et d'évaluation du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR).

Les bonnes statistiques sont nécessaires pour la réduction de la pauvreté, le suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement, l'efficacité de l'aide et la promotion de la bonne gouvernance.



La formation des Agents Recenseurs des régions de Gao, Kidal et Ménaka

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

5. DRPSIAP de Ségou :

Au titre des RENCONTRES, la DRPSIAP a participé :

- Dans la région de Ségou à la collecte des données de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages 3^{ème} passage 10^{ème} édition. L'objectif était de connaître les conditions de vie des ménages maliens, ainsi que la mesure de leur consommation. Elle doit permettre de définir un mécanisme de collecte des principales informations dont le pays a besoin pour soutenir sa politique de développement. Financée par le MATP/INSTAT l'opération a regroupé les membres de l'équipe de collecte.

- A Ségou sur financement SAP en partenariat avec la Commission SAP à la collecte mensuelle des données du Système d'Alerte Précoce (SAP).

- Dans la région de Ségou à la mise à disposition des données statistiques à des utilisateurs. Financée par la DRPSIAP, l'opération a regroupé la DRPSIAP les SLPSIAP, et des utilisateurs de statistiques.

- Dans tous les cercles de la région à la collecte et à l'enregistrement des indicateurs de la décentralisation de l'Outil Informatisé de Suivi Evaluation de la base (OISE). Financée par le MATD, elle a regroupé l'Administration générale et les Chefs SLPSIAP.

- A Ségou et à Konodimini, sur financement de l'INSTAT à la réalisation de la collecte de données dans le cadre des Indices Harmonisés des Prix à la Consommation (IHPC).

- A Fana à la Formation des superviseurs régionaux de l'enquête Agricole de Con-

joncture (EAC). Financée par la CPS/SDR, la formation a regroupé l'équipe technique et les superviseurs.

- A Ségou à la réalisation du test de recrutement des agents du Recensement Général des Unités Economiques (RGUE). Financée par l'INSTAT, l'opération a regroupé les cadres de l'INSTAT et ceux de la DRPSIAP.

- A Bamako à la formation des superviseurs régionaux et locaux. Financée par l'INSTAT, l'opération a regroupé les cadres de l'INSTAT et ceux de la DRPSIAP.

- A Bamako à la formation des coordinateurs régionaux. Financée par l'INSTAT, l'opération a regroupé les cadres de l'INSTAT et ceux de la DRPSIAP.

- A Bamako à la formation des contrôleurs TIC. Financée par l'INSTAT, l'opération a regroupé les cadres de l'INSTAT et ceux de la DRPSIAP.

- A Ségou à la formation des contrôleurs PAPI. Financée par l'INSTAT,

l'opération a regroupé les cadres de l'INSTAT et ceux de la DRPSIAP.

- A Ségou à la rencontre du comité technique interministériel d'analyse et de validation des études d'Impacts Environnementaux et sociaux. Financée par la Direction Régionale de l'Assainissement et Lutte contre les Pollutions et Nuisances (DRAPCN), elle a regroupé les membres du comité régional.

- Dans la région de Ségou, à la supervision de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM). Financée par l'INSTAT, elle a regroupé l'Equipe technique.

- A Bamako à la formation des formateurs sur l'enquête COVID-19. Financée par l'ODHD, elle a regroupé les cadres de l'ODHD/CSLP et ceux de la DRPSIAP.

- A Ségou en partenariat avec l'INSTAT et la CPS Environnement à l'enquête sur les déchets solides ménagers.



DRPSIAP Ségou : Les formateurs des contrôleurs PAPI à Ségou

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



DRPSIAP Ségou : Collecte de données dans le cadre des Indices Harmonisés des Prix à la Consommation (IHPC)



DRPSIAP Ségou : La formation des contrôleurs PAPI

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

6. DRPSIAP - Sikasso :

Au titre des Rencontres, la DRPSIAP a participé :

- Du 5 au 10 juillet 2021 au CICB Bamako, à la formation des coordinateurs régionaux du RGPH 5. L'objectif global de la formation est de fournir aux Coordinateurs Régionaux les connaissances et les compétences nécessaires leur permettant de mener à bien leurs rôles et tâches d'avant, pendant et après le dénombrement. Financée par le Budget du RGPH5, la formation a regroupé :

- Le Directeur Général de l'INSTAT ;
- le Gouverneur de la région de Dioïla ;
- le Directeur de Cabinet du Gouverneur de la Région de Koutiala ;
- le Conseiller aux Affaires Administratives et Juridiques du Gouverneur de la Région de Ségou ;
- les Conseillers aux Affaires Economiques et Financières des 16 autres régions du Mali ;
- les DRPSIAP ;
- les Directeurs d'Académie d'Enseignement ;
- les membres de l'équipe du Bureau Central du Recensement (BCR).

- Du 28 Juin au 17 Juillet 2021, au CICB de Bamako, à la formation des superviseurs régionaux et locaux

sur le dénombrement du RGPH5. La formation avait pour objet de doter les superviseurs régionaux et locaux des connaissances et compétences nécessaires pour le bon déroulement des opérations avant, pendant et après le dénombrement du RGPH5. Financée par le Budget du RGPH5, la formation a regroupé :

- Niveau national : les membres du BCR et les superviseurs nationaux ;
- Niveau régional : les superviseurs régionaux et locaux de toutes les régions.

A noter que : Deux cadres au niveau région ont été désignés comme superviseur régionaux. Tous les chefs SLPSIAP sont désignés comme superviseurs locaux.

- Du 05 au 06 août 2021 à l'atelier national de validation du rapport provisoire du SNAT. L'objectif principal de l'atelier était de valider le rapport provisoire du SNAT, outil de référence en matière d'aménagement et de développement des territoires. L'atelier a regroupé :

- les représentants de la Primature ;
- les représentants des départements ministériels ;
- les représentants du Conseil National de Transition, du Haut Conseil des Collectivités Territoriales et du Conseil Economique, Social et Culturel ;
- les représentants des services centraux et personnalisés ;
- le Gouverneur du District de Bamako ;
- les DRPSIAP ;
- les organisations de la société civile ;
- les organisations professionnelles.

- Du 25 au 27 août 2021 à Ségou, à l'atelier des re-

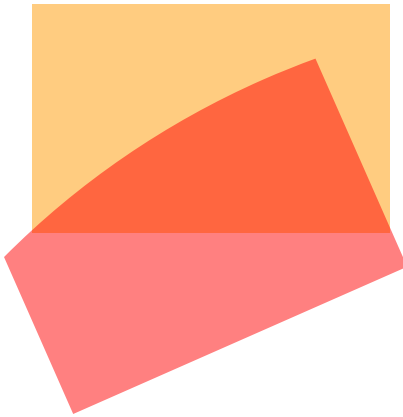
vues régionales du CREDD. L'objectif général de cet atelier était d'analyser la situation d'exécution du CREDD et des ODD en 2020 au niveau régional. Il a regroupé :

Niveau national :

- Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CT/CSLP) ;
- Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD) ;
- Direction Générale du Budget ;
- Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté (ODHD/LCP) ;
- Observatoire National du Dividende Démographique (ONDD) ;
- Cellule de Planification et de Statistiques du Secteur de l'Education ;
- Cellule de Planification et de Statistiques du Secteur de la Santé, du Développement Social et Promotion de la Famille ;
- Cellule de Planification et de Statistiques du Secteur Mines et Energie ;
- Bureau du Haut Représentant du Président de la République pour la Mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du Processus d'Alger.

Niveau Régional (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et District de Bamako) :

- Les Conseillers aux Affaires Economiques et Financières ;
- Les Directions Régionales de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
- les Agences de Développement Régional ;
- les Directions Régionales des Eaux et Forêts, de l'Agriculture, des Routes, de l'Hydraulique, de l'Energie, de la Santé et les Académies d'Enseignement.



Réunion de la Commission Régionale du RGPH5 à Sikasso

Le développement durable nécessite des statistiques sectorielles et locales appropriées.



Entretien avec les agents recenseurs lors de la mission de supervision du recensement des sites et exploitants maraîchers du Mali (RESEM 2021) à Loulouni, Cercle de Kadiolo

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

• Du 26 au 30 août 2021 dans la salle de réunion de la Mairie de Fana à la formation des superviseurs nationaux et régionaux de l'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC) 2021/2022. L'objectif général de cette formation était de renforcer les capacités techniques d'intervention des superviseurs nationaux et régionaux en vue de permettre une bonne mise en œuvre des activités de l'EAC (formation des agents, coordination, organisation et suivi de la collecte). Financée par le Budget National PASSNM, la formation a regroupé :

- Niveau national : (CPS/SDR, INSTAT, DNA, DNPIA, DNSV, DNP, DNEF) ;
- Niveau régional : (DRA, la DRPIA, la DRP, la DRPSIAP des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et District de Bamako).

• Du 07 au 10 Septembre 2021 à Sikasso, à la rencontre de la mission de supervision de l'enquête Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC). L'objectif est de pouvoir cerner les difficultés liées à la collecte des prix sur les points de ventes :

- De contrôler la cohérence et la vraisemblance des prix collectés ;
- Vérifier la technique des achats visant à couvrir une gamme élargie de variétés avec les ressources financières disponibles ;
- Veiller à la bonne administration des questionnaires avec l'inscription des absences temporaires ; Améliorer la qualité des données déjà existantes et la description structurée des produits.

• Du 27 septembre au 1 octobre 2021, à Bamako à l'atelier de renforcement des capacités pour le personnel du Ministère de l'Economie et des Finances

portant sur la planification Stratégique régionale pour l'intégration, le suivi et l'évaluation des projets et programmes d'investissement permettant au Mali d'atteindre les objectifs fixés dans sa Contribution Déterminée au niveau national. Cet atelier de cinq (5) jours a regroupé les cadres de la DNP, de la DGB et de la DGDP.

• Le 09 Septembre 2021, à l'atelier régional de validation du rapport d'évaluation finale du Programme National de l'Irrigation de Proximité (PNIP).

• Le 15 Septembre 2021, à une rencontre de renforcement de capacité des acteurs du Dispositif National de Sécurité Alimentaire. Organisé et financé par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), l'atelier avait pour objectif le renforcement des capacités des commissions régionales.

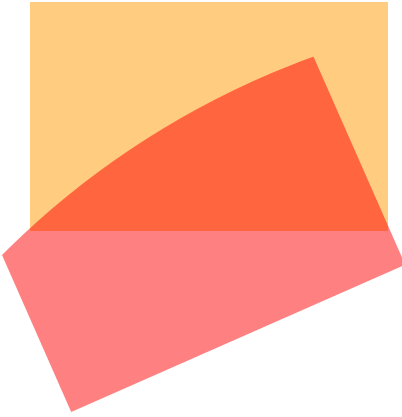
• Du 28 au 30 septembre 2021, à l'atelier de renforcement des capacités pour le personnel du Ministère de l'Economie et des Finances portant sur la Planification Stratégique Régionale pour l'intégration, le suivi et l'évaluation des projets et programmes d'investissement permettant au Mali d'atteindre les objectifs fixés dans sa Contribution Déterminée au niveau National. Financé par NDC PARTNERHIP, l'objet de cet atelier était d'assister techniquement le Mali dans le cadre de l'initiative Climate Action Enhancement.

• Du 14 juillet au 18 juillet 202 à Fana. à l'atelier de renforcement des capacités sur le placement des carrés de rendement dans les exploitations agricoles. L'objet de cet

atelier était de renforcer les capacités des formateurs aux différentes techniques et méthodes de rendements dans les parcelles. Organisé par l'INSTAT et financé par le Budget Asdi, il a regroupé les cadres de l'INSTAT, de la DNA, de la CPS/SDR, des DRPSIAP (Kayes à Kidal et Bamako), des DRA de Sikasso et de Ségou, de l'Office Riz de Ségou et Mopti, l'OPIB, l'ODRS et l'OHVN.

• Du 27 septembre au 1 octobre 2021 à Bamako, à l'atelier de renforcement des capacités pour le personnel du Ministère de l'Economie et des Finances portant sur la planification Stratégique régionale pour l'intégration, le suivi et l'évaluation des projets et programmes d'investissement permettant au Mali d'atteindre les objectifs fixés dans sa Contribution Déterminée au niveau national. L'objet de cet atelier était de renforcer les capacités pour le personnel du Ministère de l'Economie et des Finances portant sur la planification Stratégique régionale pour l'intégration, le suivi et l'évaluation des projets et programmes d'investissement pertinents au Mali d'atteindre les objectifs fixés dans sa Contribution Déterminée au niveau national. Organisé par la DNP et financé par NDC Partnership's et la mission du consortium CIBOLA-HAMERKOP, il a regroupé les cadres de la DNP, de la DGB, de la DGDP, de la CPS Education et Santé, de la DRPSIAP, de la DGB et des SLPSIAP.

• Le 09 septembre 2021, à l'atelier régional de validation du rapport d'évaluation finale du Programme National de l'Irrigation de Proximité (PNIP).



Les agents recenseurs du (RESEM 2021) à Loulouni, Cercle de Kadiolo.

Les bonnes statistiques sont nécessaires pour la réduction de la pauvreté, le suivi des Objectifs de Développement Durable, l'efficacité de l'aide et la promotion de la bonne gouvernance.



DRPSIAP-Sikasso : Administration du questionnaire aux exploitants maraichers par l'agent recenseur

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

• Le 15 septembre 2021, à une rencontre de renforcement de capacité des acteurs du Dispositif National de Sécurité Alimentaire (Organisé par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire CSA). Financée par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), cette rencontre avait pour objectif le Renforcement des capacités des commissions régionales.

• Du 28 au 30 septembre 2021, à l'atelier de renforcement des capacités pour le personnel du Ministère de l'Economie et des Finances portant sur la Planification Stratégique Régionale pour l'intégration, le suivi et l'évaluation des projets et programmes d'investissement permettant au Mali d'atteindre les objectifs fixés dans sa Contribution Déterminée au niveau National. Financé par NDC PARTNERHIP, l'atelier avait pour objectif l'Assistance technique du Mali dans le cadre de l'initiative Climate Action Enhancement.

• Du 14 au 18 juillet 2021 à Fana, à l'atelier de renforcement des capacités sur le placement des carrés de rendement dans les exploitations agricoles. Il avait pour objectif de renforcer les capacités des formateurs aux différentes techniques et méthodes de rendements dans les parcelles. Financé par le Budget Asdi, l'atelier a regroupé l'NSTAT, la DNA, la CPS/SDR, les DRPSIAP (de Kayes à Kidal et Bamako), les DRA de Sikasso et de Ségou, l'Office Riz de Ségou et de Mopti, l'OPIB, l'ODRS et l'OHVN.

• Du 27 septembre au 1 octobre 2021 à Bamako, à l'atelier de renforcement des capacités pour le personnel du Ministère de l'Economie et des Finances portant sur la planification

Stratégique régionale pour l'intégration, le suivi et l'évaluation des projets et programmes d'investissement pertinents au Mali d'atteindre les objectifs fixés dans sa Contribution Déterminée au niveau national. L'objet de cet atelier était de renforcer les capacités pour le personnel du Ministère de l'Economie et des Finances portant sur la planification Stratégique Régionale pour l'intégration, le suivi et l'évaluation des projets et programmes d'investissement permettant au Mali d'atteindre les objectifs fixés dans sa Contribution Déterminée au niveau national. Organisé par la DNPDP et financé par NDC Partnership's et la mission du consortium CIBOLA-HAMERKOP, il a regroupé les cadres de la DNPDP, la DGB, de la DGDP, de la CPS/Education, de la CPS/Santé, de la DRPSIAP, de la DGB et des SLPSIAP.

• Le 09 septembre 2021, à l'atelier régional de validation du rapport d'évaluation finale du Programme National de l'Irrigation de Proximité (PNIP). Financé par la Coopération Allemande, l'atelier a regroupé au Niveau national les acteurs des régions de Kayes, de Sikasso et de Mopti.

• Le 15 septembre 2021, à une rencontre de renforcement de capacité des acteurs du Dispositif National de Sécurité Alimentaire (Organisé par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire CSA). Financée par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), elle avait pour objectif le renforcement des capacités des commissions régionales.

• Du 28 au 30 septembre

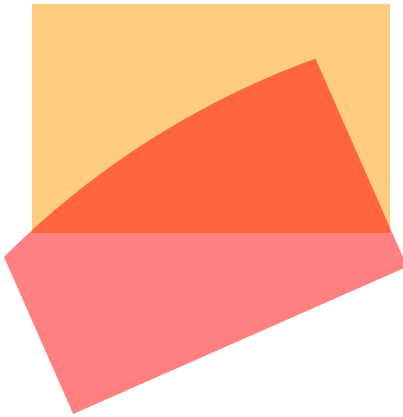
2021, à l'atelier de renforcement des capacités pour le personnel du Ministère de l'Economie et des Finances portant sur la Planification Stratégique Régionale pour l'intégration, le suivi et l'évaluation des projets et programmes d'investissement permettant au Mali d'atteindre les objectifs fixés dans sa Contribution Déterminée au niveau National. Financé par NDC PARTNERHIP, il avait pour objectif de l'Assistance technique du Mali dans le cadre de l'initiative Climate Action Enhancement.

Au titre des MISSIONS/ APPUIS TECHNIQUES :

• Du 1^{er} au 31 Juillet 2021, en partenariat avec GLCT MANDIANA-YANFOLILA/ GIZ appui à la revue documentaire Cette activité avait pour objectif l'élaboration du Plan Transfrontalier du Développement Local Mandiana-Yanfolila.

• Le 23 Août 2021 à Sikasso, Appui à l'organisation de la session ordinaire du CROCSAD. Cette mission avait pour objectif d'analyser la situation d'exécution du CREDD et des ODD en 2020 au niveau de la région avec la participation :

- Des Conseillers du Gouverneur;
- Des Préfets de cercle;
- Du Président du Conseil Régional;
- Des Présidents des Conseils de Cercle;
- Des Chefs de services techniques régionaux invités;
- Des Présidents et rapporteurs de commission de travail;
- Des représentants des ONG et la société civile.



Directeur Régional de la DRPSIAP de Sikasso

Avec un meilleur usage de bonnes statistiques, on peut s'attendre à de bons résultats en matière de développement durable.



DRPSIAP-Gao : Atelier de lancement du projet de « Police de proximité »

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

7. DRPSIAP de Gao :

Au titre des RENCONTRES, la DRPSIAP a participé :

- A Gao, à la Revue semestrielle du programme de coopération Mali-UNICEF dont l'objectif était de faire le bilan des réalisations du premier semestre, du PTR 2020-2021 dans sa deuxième année de mise en œuvre, d'analyser les goulets d'étranglements, de tirer les leçons. Financé par l'UNICEF, il a regroupé les services techniques et les ONG partenaires de l'UNICEF ainsi que les organismes des Nations Unies.
- A Gao, à l'atelier de restitution des résultats préliminaires du profil HEA (Analyse de l'Economie des Ménages) de la zone de moyens d'existence MLO4. L'objectif de cet atelier était la restitution des résultats préliminaires du profil HEA (Analyse de l'Economie des Ménages). Financé par SAVE THE CHILDREN, il a regroupé

Les services techniques de la région ainsi que les ONG intervenant dans le domaine humanitaire. Ces informations concernent la commune de Tessit dans le cercle d'Ansongo.

- A Gao à la Cinquième session du Comité Technique de Coordination-CTRC (élargi du programme National d'Irrigation de Proximité PNIP). L'objectif était la validation du plan de réorientation des fonds sur le projet de la piste Gao-Djebock dans le cadre du programme de Réhabilitation des Routes Rurales à Gao et aussi assurer la coordination du Programme de Réhabilitation des Routes Rurales à Gao (Piste pour la Paix). Financé par KFW, ACTED, cette session a regroupé les membres du Comité Technique Régional de Coordination élargi.

- A Gao à la 2^e Réunion du comité régional de pilotage du Projet de gestion et de coordination des sites PDI de Gao. Elle avait pour objet l'adoption de compte rendu de la 1^{ère} réunion, présentation et validation du projet de budget du site des 10 ha, perspectives et divers. Financé par le HCR, il a regroupé les services techniques et les ONG nationales et internationales intervenant dans la région.
- A Gao à la Formation des contrôleurs PAPI pole de Gao. Financée par l'INSTAT, elle avait pour objectif de former les contrôleurs des régions de Kidal, Ménaka et Gao.
- A Gao à l'atelier de restitution des résultats de l'enquête SMART de décembre 2020. Financé par l'UNICEF, il a regroupé les services techniques et les ONG intervenant dans la région.



DRPSIAP de Gao : Atelier de restitution des résultats préliminaires du profil HEA

Avec un meilleur usage de bonnes statistiques, on peut s'attendre à de bons résultats en matière de développement durable.



DRPSIAP de Gao : 2^e Réunion du comité régional de pilotage du Projet de gestion et de coordination des sites PDI de Gao



DRPSIAP-Gao : Formation des contrôleurs PAPI pole de Gao

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

8. DRPSIAP - MOPTI :

Au titre des RENCONTRES, la DRPSIAP a participé :

- Dans la salle de réunion « Moulin de Fana/Dioila », à l'atelier de renforcement de capacités des acteurs régionaux sur le placement des carrés de rendement. L'atelier avait pour objectif de renforcer la capacité des acteurs impliqués dans l'Enquête Agricole et de Conjoncture (EAC) sur le placement des carrés de rendement et faire l'évaluation des points des activités par pilier. L'atelier a regroupé les acteurs concernés.

- A Bamako à la formation des superviseurs régionaux et locaux sur les modules du RGP5. Elle pour objectif de former les superviseurs régionaux et locaux sur les modules du RGP5. Financée par le Budget du RGP5, la formation a regroupé les superviseurs nationaux, l'équipe du Bureau Central du recensement (BCR) et les superviseurs régionaux et locaux.

- A Bamako au CICB, à l'atelier national de validation du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT). Cet atelier qui avait pour objectif de valider le rapport provisoire du SNAT et la prospective territoriale 2020-2040, a regroupé les acteurs du niveau national et régional.

- A l'Hôtel « Ambèdjelè » de Sévaré, au lancement de l'atelier régional sur l'analyse des besoins humanitaires, leur priorisation assortie de propositions de réponses humanitaires pour le cycle de programmation 2022. Cet atelier avait pour objectif d'informer les acteurs de la région sur le programme humanitaire et programmation de 2022.

- A Mopti à la formation des contrôleurs PAPI (questionnaire Papier) sur

les modules du RGP5. Financée par le Budget du RGP5, cette formation a regroupé les superviseurs nationaux, régionaux, locaux et les contrôleurs PAPI.

Au titre des MISSIONS/ APPUIS TECHNIQUES :

- En partenariat avec l'INS-TAT et la Statistique Suède à la supervision et au rapportage de la collecte de données de l'EMOP, 3^{ème} passage, 10^{ème} édition. Cette mission de 15 jours avait pour objectif de superviser les agents de collecte des données de l'EMOP sur le terrain.

Les Observatoires :

La mission principale des observatoires est de faire des études et de la recherche afin de fournir aux décideurs et aux usagers des informations fiables et régulièrement actualisées sur dans leurs domaines d'intervention, au niveau national et régional, pour une meilleure régulation.

1. Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) :

Au titre des OPERATIONS SPECIALES :

L'ONEF a participé au Suivi des jeunes bénéficiaires de la compétition de plan d'affaires et les PME ayant obtenu la fourniture de fonds d'amorçage du CECI dans le cadre du PROCEJ. L'objectif général de cette étude est de faire le suivi des jeunes et des entreprises ayant bénéficié d'un fond pour entreprendre une activité génératrice de revenu dans le cadre de la composante 2 (sous composante 2) du PROCEJ. L'opération financée par PROCEJ à travers la banque mondiale à hauteur de 13

810 896 FCFA a duré trois (3) mois.

2. Observatoire National du Dividende Démographique (ONDD) :

Au titre des RENCONTRES, l'ONDD a participé :

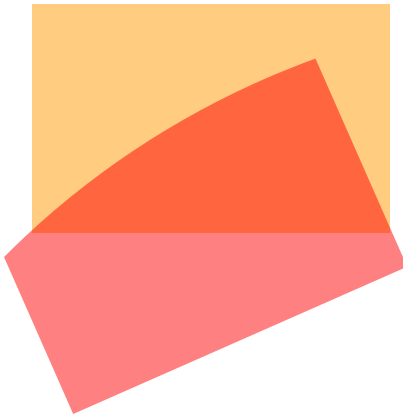
- A Bamako à l'atelier de formation et d'élaboration du rapport d'analyse des National Time Transfer Account (NTTA) dans l'évaluation monétaire du travail domestique au Mali. L'atelier avait pour objectif général la formation des experts nationaux et la réalisation du rapport d'analyse NTTA du Mali sur la base des données de l'enquête EHCVM 2018.

Les objectifs spécifiques de l'atelier sont :

- former les experts nationaux sur la méthodologie des NTTA ;
- exploiter les données d'enquête EHCVM de 2018 pour construire les profils NTTA ;
- quantifier le temps consacré aux activités de production domestique selon l'âge et le sexe ;
- estimer les entrées et les sorties de temps des activités de production domestique ;
- identifier et valoriser les activités non rémunérées qui ne sont pas intégrées dans les Comptes Nationaux ;
- mesurer la contribution des femmes à l'économie nationale.

Financé par Population Référence Bureau (PRB), l'atelier a regroupé dix (10) participants.

- A Koulikoro à l'atelier de formation à l'endroit des acteurs régionaux (Services Techniques et Collectivités Territoriales) sur le concept du



DRPSIAP-Mopti : Visite de terrain de la commission PURD

Le Système Statistique National est l'ensemble des moyens institutionnels, humains et financiers mis en œuvre pour la production, la diffusion et l'utilisation des statistiques comme outils d'aide à la décision publique et privée.



DRPSIAP-Mopti : Rapportage au forum CITOYEN

ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

dividende démographique, ses implications, Défis et opportunités. Cette session de formation a pour objectif général de contribuer à une planification et une gestion efficace du développement au niveau régional, en renforçant les capacités des acteurs directement impliqués dans les activités de planification et de gestion du développement au niveau régional, en termes de prise en compte de la dynamique et des questions de population dans les cadres de développement au niveau régional. Financé par l'UNFPA, l'atelier a regroupé 35 participants.

- Au Sénégal à la Formation sur les méthodologies de construction des comptes nationaux de transfert et de mesure du dividende démographique à l'intention de 5 nouveaux cadres de l'ONDD à Thiès. L'objectif est de renforcer les capacités de l'ONDD - Mali en matière d'analyses du dividende démographique. Il s'agira spécifiquement de former cinq (5) nouveaux cadres de l'ONDD sur les outils et méthodes de mesure du dividende démographique et sur l'intégration des concepts clés dans la planification stratégique du développement. Financé par le Budget National, l'atelier a regroupé cinq (05) participants.

- A Kati à l'Organisation des conférences virtuelles sur l'emploi, éducation et le NTIC en lien avec les effets de la COVID-19 sur le dividende démographique et les secteurs socioéconomiques. La Plateforme de réflexions stratégiques pour la riposte contre la COVID 19 au Mali se veut un cadre virtuel de discussions scientifiques

et techniques sur la COVID 19 et ses effets. Elle contribuera à mieux évaluer les effets de la crise et à faire des recommandations de politiques économiques et sociales sur la base d'évidences et de méthodologies appliquées ou applicable.

La plateforme aura pour objectifs :

- d'organiser des conférences/panels sur des thématiques mettant en lien avec la COVID-19 et les différents secteurs de la vie économique et sociale ;
- de favoriser la participation des experts nationaux (Gouvernement, Société civile, secteur privé) et des PTF à une meilleure compréhension de la crise, de ses effets et des éléments de réponses apportées / envisagées ;
- de soumettre au gouvernement et aux autres acteurs, des propositions tendant à améliorer la qualité de la gestion de la crise de la Covid 19 au Mali et d'en mitiger les effets sur les conditions de vie des populations, en particulier les plus vulnérables.

Financé conjointement par le Budget National et l'UNFPA, l'atelier a regroupé 150 participants.

- A Ségou à l'atelier de finalisation des rapports de dimensions et de synthèse du dividende démographique du Mali.

Les objectifs de cet atelier étaient entre autres de :

- Finaliser les rapports des dimensions 2019 du dividende démographique du Mali issue des ateliers précédents, en tenant compte de l'ensemble

des données analysées et traitées ;

- discuter des thématiques des policy briefs à produire ;
- s'accorder sur les thématiques et du calendrier de réalisation des études complémentaires

Financé par la SWEDD, l'atelier a regroupé 18 participants.

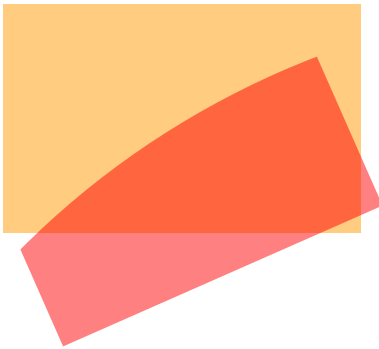
Les Cellules de Planification Statistiques (CPS) :

Le Système Statistique National (SSN) du Mali est un système décentralisé...

Dans ce système, les CPS sont chargées dans leur secteur de coordonner la production de l'information statistique, de réaliser les études de base et de diffuser leurs résultats et de mettre en place et de gérer leur base de données.

Les onze (11) CPS couvrent l'ensemble des secteurs socioéconomiques à savoir :

- Développement Rural
- Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'État
- Equipement, Transports et Communication
- Justice
- Industrie, Commerce, Artisanat, Emploi et Promotion de l'Investissement Privé
- Mines et Energie
- Santé, Développement Social et Promotion de la Famille
- Culture et Jeunesse
- Education
- Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Interne
- Coopération et Intégration.



Mr Boubacar Diallo Directeur Général de l'ONEF

Une bonne planification du développement sectoriel passe par l'utilisation des données de qualité produites par les CPS et régulièrement mises à jour.



Image de l'Observatoire National du Dividende Démographique (ONDD)

LES UTILISATEURS ET NOUS

Le crédit des stratégies de développement repose sur les statistiques

« La Cellule Technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CT-CSLP) est l'une des plus grandes consommatrices de données statistiques en raison du fait qu'elle élabore, met en œuvre, suit et évalue le Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement durable (CREDD) ». Tels sont des propos du Coordonnateur de la CT-CSLP, Monsieur Mahamadou Zibo MAIGA. Il s'est ainsi exprimé en marge de la célébration de la Journée Africaine de la Statistique (JAS), édition 2019.

Le CREDD est le document de stratégie nationale de développement du Mali. Il couvre tous les secteurs de développement : économique, social, culturel ou même technologique...

Son Plan d'action 2019-2023 table sur : « Un Mali bien gouverné, où le vivre ensemble harmonieux des différentes composantes de la société est restauré, la paix consolidée et la sécurité collective et individuelle assurée dans l'unité, la cohésion et la diversité, où le processus de création de richesse est inclusif et respectueux de l'environnement et où le capital humain est valorisé au bénéfice notamment des jeunes et des femmes ».

Pour parvenir à cette vision, les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du dit cadre de référence doivent avoir à disposition, en amont et en aval, des statistiques fiables et actuelles. Cette corrélation justifie l'implication de la CT-CSLP dans de multiples instances de coordination de la production statistique

au Mali, notamment le Conseil National de la Statistique (CNS).

L'un des produits statistiques les plus scrutés par la CT-CSLP dans le suivi de la mise en œuvre du CREDD, est l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP). Chaque trimestre, l'EMOP fournit aux utilisateurs de Statistiques des données relatives à des centaines d'indicateurs de suivi du CREDD mais aussi de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et des Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies.

A juste titre, le RGPH5 et le RGUE qui représentent des données complètes sur l'ensemble des contrées et sur toute la population cible, ne peuvent que renforcer l'EMOP dans l'offre de solutions aux besoins des utilisateurs de statistiques.



M. Mahamadou Zibo MAIGA
Coordonnateur de la CT-CSLP

La CT-CSLP est l'une des plus grandes consommatrices de données statistiques en raison du fait qu'elle élabore, met en œuvre, suit et évalue le CREDD

Avenue du Mali , ACI 2000, IMM. MEF
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73
Fax : (+223) 20 22 71 45
E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

Améliorer les résultats du développement
est notre passion



Directeur de publication
Dr Issa BOUARE

Rédacteur en Chef
Mahamadou BAGAYOKO

Comité de rédaction
Moussa TRAORE
Harouna FOMBA
Seydou COULIBALY
Ténin SAMAKE

Distribution
Boubacar DEMBELE



Retrouvez-nous sur notre site:
www.instat-mali.org